JOURNAL DE LYON ET DU MIDI.

Le Journal de Lyon devance les journaux de Paris, d'un jour, pour les nouvelles de Paris et du Nord, et de plusieurs jours, pour les nouvelles du Midi.

On s'abonne à Lyon, au bureau du Journal, place Louis-le-Grand (Bellecour), N.° 1; chez Manel, libraire, aussi place Louis-le-Grand, N.° 20; et chez Chambet, libraire, rue Laïont; dans les départemens, chez tous les Libraires et les Directeurs de postes. Prix: pour 3 mois, 15 francs; pour 6 mois, 30 francs, et 60 francs pour l'année, franc de port pour la France; les abonnemens à l'étranger doivent 2 francs de plus par trimestre. Les lettres, paquets et argent doivent être adressés, franc de port, au Directeur du Journal de Lyon, place Louis-le-Grand, N.° 1, à Lyon.

Lyon, 6 Avril.

Nous avons annoncé sur notre feuille du mardi, 3 avril, que l'armée Autrichienne était entrée à Naples depuis le 23 mars. Nous recevons aujourd'hui la confirmation de cette nouvelle.

— Nous lisons dans l'*Observateur autrichien*, du 23 mars, que le colonel Piémontais, Curail, qui, à la tête d'un corps de troupes du parti de la junte, avait essayé de s'emparer par un coup de main de Voghera, place assez mal fortifiée et gardée par les troupes du parti du Roi Victor-Emmanuel, a été repoussé avec une perte considérable.

— La *Gazette universelle* de Prusse contient l'article suivant, sous la rubrique de Stockholm.

« Un courrier arrivé de Norwège vient de nous donner la singulière nouvelle que l'ancien roi de Suède, Gustave Adolphe, a écrit au Storthing de Norwège, pour obtenir l'indigenat et le droit de cité de ce royaume.

Le Storthing a ajourné sa réponse, pour avoir le temps de connaître, à ce sujet, les intentions du roi Charles-Jean.

— Un radeau qui descendait hier le Rhône est venu se briser, avec violence, contre une des arches du pont Morand; heureusement personne n'a péri.

— On trouve dans l'*Correspondant de Hambourg* les détails suivans, d'un événement bien extraordinaire et bien propre à exciter de l'intérêt.

« Le Juge de Heltzmanotz, arrondissement de Zips, envoya une jeune paysanne porter une somme d'argent à Gœlnitz, petite ville située dans les montagnes. Non loin du village, un paysan des environs la joignit et lui demanda où elle allait; elle répondit qu'elle était chargée de porter 200 florins à Gœlnitz. Eh bien, j'y vais aussi, et, si tu veux, nous ferons route ensemble, reprit le paysan. La jeune fille témoigna beaucoup de joie de cette proposition, parce qu'elle ne connaissait pas bien un bois qu'elle avait à traverser. Dans le bois, le paysan prit un sentier qui abrégeait, disait-il, la route de deux lieues. Au bout de quelques temps, ils arrivent à un puits abandonné par les mineurs; le paysan s'arrête et crie d'une voix de tonnerre: « Voici ton tombeau; donne-moi l'argent que tu portes. » La jeune fille lui présente la somme en tremblant, et lui demande la vie: le scélérat est inflexible; il ordonne à sa victime de se dépouiller de ses habits, Bientôt l'infortunée est en chemise devant son assassin; le monstre lui ordonne de lui remettre encore ce dernier vêtement. La jeune fille tombe à genoux et le supplie, les mains jointes, de se retourner au moins pour ménager sa pudeur; il se retourne, mais dans ce moment la paysanne s'élançe sur lui, le précipite dans le puits, et court annoncer au village ce qui vient de lui arriver. Plusieurs habitans munis d'échelles retournent avec elle sur les lieux: on descend dans le puits, on y trouve le paysan mort, tenant encore les habits de la jeune fille, et l'argent qu'il lui avait enlevé; à côté de lui étaient trois cadavres de femmes, à demi-putréfiés. Il est probable

qu'elles étaient devenues les victimes de la rapacité du même scélérat, dans la ceinture duquel on découvrit 600 florins.

PARIS, 3 avril.

S. M. a entendu la messe dans ses appartemens, les princes l'ont entendue à la chapelle.

A 11 heures et demie, la garde montante a défilé devant M. le maréchal major-général de service.

A 3 heures, LL. AA. RR. M. gr le duc de Bordeaux et MADEMOISELLE, ont fait leur promenade accoutumée.

— A deux heures M. le duc de Richelieu est venu chez le Roi. S. M. a ensuite travaillé avec M. le ministre de l'intérieur.

— On annonce la prochaine arrivée à Paris de M. de Nesselrode, ministre des affaires étrangères de S. M. l'empereur de Russie.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 3 avril.

La chambre des Pairs s'est réunie aujourd'hui à une heure dans les bureaux, et à deux heures en assemblée générale.

Elle a d'abord entendu le rapport fait par M. le duc de Brissac, au nom de la commission spéciale, chargée de l'examen du projet de loi relatif à la circonscription des arrondissemens électoraux. Elle a fixé à lundi prochain l'ouverture de la discussion sur ce projet.

L'ordre du jour appelait ensuite la discussion en assemblée générale, des six projets de loi examinés dans les bureaux avant la séance, et relatifs au règlement définitif des budgets de 1819 et années antérieures. La chambre, au lieu d'ouvrir sur-le-champ la discussion, a nommé pour l'examen de ces divers projets une commission de cinq membres; cette commission se compose de MM. le M. is Garnier, le duc de Levis, le comte de Villemanzy, le comte Lecouteulx et le comte Mollien.

Le surplus de la séance a été occupé par le rapport du comité des pétitions; ce rapport a été fait par M. le M. is d'Orvilliers.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Présidence de M. RAVEZ.

Séance du mardi 3 avril.

MM. de Villele, de Corbières, de Serre et Siméon, sont au banc des ministres.

A deux heures la séance est ouverte par l'adoption du procès-verbal de la dernière séance.

M. Forbin des Issarts, rapporteur de la commission des pétitions, a la parole.

La dame le Chartiet, à Thorigny (département de la Manche), demande que les enfans avancés de succession, puissent céder à leurs pères leurs contributions foncières pour être au nombre des électeurs.

La chambre ordonne le dépôt au bureau des renseignemens.

Douze pétitions des habitans du département du Var, demandent, vu la perte et la mortalité des oliviers, 1.° le dégrèvement

FEUILLETON DU 6 AVRIL.

Enfin, parmi ce déluge de productions dramatiques dites *du crû* dont nous sommes inondés depuis quelque temps, en voici une qui est sortie à peu près saine et sauve des épreuves de la représentation. C'est *M. de la Palette*, vaudeville en deux actes, qui, joué pour la première fois aux Célestins, mardi dernier, à réuni la presque unanimité des suffrages.

Toutefois, nous devons prévenir les auteurs de cette nouveauté contre l'enivrement du succès, et les engager à revoir sérieusement leur ouvrage. Car, tout en reconnaissant en eux des dispositions, on ne peut s'empêcher de sentir qu'ils manquent encore de ce tact et de cette habitude de la scène qui proscrirent impitoyablement ces longueurs éternelles, qui ne servent qu'à retarder le développement d'une intrigue ou d'une action théâtrale.

On trouve dans *M. de la Palette* nous nous plaisons à le dire, plusieurs scènes qui ne sont pas dépourvues de gaieté, quelques couplets tournés agréablement, un rôle en caricature dont la physionomie n'est pas sans comique, quoique modelée sur des figures déjà connues.

Le dialogue est correct, soigné et semé de saillies dont il en est de trop prétentieusement ridicules, et d'autres qui ont quelque chose de piquant et d'original. Mais la pièce ne peut pas rester telle qu'elle est; des coupures faites avec discernement y sont indispensables.

Nous pensons même qu'elle gagnerait à être réduite en un acte, car rien ne serait plus facile que d'encadrer, dans une scène d'exposition, tout ce qui se passe au premier acte, tant il est vide et superflu. Les règles de la vraisemblance seraient, par ce moyen, moins ouvertement violées en ce que, supposant la Palette installé depuis plusieurs jours chez Darimon, son amour pour la fille de ce dernier, et la tendresse qu'il inspire lui-même à la vieille gouvernante, ne seraient point aussi brusquement improvisés.

En supprimant un acte, les auteurs de ce vaudeville auraient occasion d'en retrancher bon nombre de couplets péniblement rimés, dénués non-seulement de trait et de mordant, mais quelquefois même de sens, et dont les airs déjà vieilliss sentent la complainte ou le Pont-Neuf. Il en arriverait aussi que les acteurs seraient plus sûrs de leurs rôles, et notamment Prudent qui ne savait pas un mot du sien. Il faut pourtant rendre justice à Leppel qui s'est acquitté, avec un aplomb et une originalité remarquables, du personnage de la Palette; et à M. me Edouard qui a rempli avec grâce et décence, et chanté avec goût celui de la jeune personne.

— Lors de la dernière représentation de *l'Auteur mort et vivant*, il est échappé à Lejeune un *lapsus lingue* des plus plaisans. Au dénouement, il marie la jeune paysanne avec son amoureux, et il leur recommande de se hâter d'avoir un enfant, dont il veut être le parrain. Au lieu de dire *le parrain*, Lejeune a dit *le père*; et tout l'auditoire, et jusqu'aux acteurs eux-mêmes, de rire à cœur joie, comme si l'on ne voyait pas tous les jours dans le monde les mots de *père* et de *parrain* être synonymes.

— On cite encore, parmi les acteurs engagés pour la prochaine année théâtrale, Valmore du second théâtre-français, où il remplit, d'une manière distinguée, les premiers rôles de la comédie; Constant, de Bordeaux, où il joue, depuis plusieurs années, les premiers comiques avec un succès de vogue; M. me Coste, de la même ville, dont le talent, comme première chanteuse, y laisse des regrets vivement sentis; Dérubelle, du théâtre-Feydeau, qui chante avec une égale supériorité les *Martin*, les *Lays*, les *Solie* et même les *hautes-contre* du grand-opéra, et plusieurs autres sujets dont la réputation suffit pour inspirer l'opinion la plus avantageuse de la composition de la troupe.

des propriétés complantées en oliviers ; 2.^o la suppression de l'impôt sur les huiles d'olive ; 3.^o une indemnité proportionnée aux pertes qu'ils ont éprouvées.

La chambre renvoie au ministre des finances et à la commission du budget.

Le sieur Touzalin, officier en retraite, à Bastia (Corse), demande justice d'un faux jugement arbitraire rendu contre lui par le tribunal de première instance de Bastia.

La chambre passe à l'ordre du jour.

Des négocians d'Auxerre réclament le remboursement des fournitures qu'ils ont faites, par réquisition, aux troupes alliées en 1815.

La chambre passe à l'ordre du jour.

Le sieur Lasserre, maire de Saint-Lando, département de Tarn-et-Garonne, demande que les officiers qui ont obtenu la décoration de la Légion-d'Honneur, depuis le 6 avril 1814, soient assimilés pour le traitement à ceux nommés antérieurement.

La chambre passe à l'ordre du jour.

Divers négocians de Marseille demandent la suppression du plombage pour les marchandises exportées à l'étranger, et la réduction à 25, comme par le passé, pour chaque plomb sur les expédiés en transit.

La chambre renvoie cette pétition au ministre des finances et à la commission du budget.

Le sieur Sylvestre Vincent, à Merenys (Lozère), demande des fonds pour une route de communication entre le Languedoc et l'Auvergne.

La chambre passe à l'ordre du jour.

Le sieur Petit, à Corbeil (Seine-et-Oise), adresse quelques réflexions sur le cadastre : il en demande la continuation.

La commission propose l'ordre du jour.

M. Méchin s'oppose à l'ordre du jour et demande le dépôt au bureau des renseignements.

L'ordre du jour mis aux voix est prononcé.

M. de Girardin : Ah ! ah ! nous en étions sûrs.

Le maire de Fougerolle (Haute-Saône) demande que le 13 février soit, à l'avenir, un jour de deuil, et qu'une fête expiatoire éternise les regrets de la France.

La commission propose l'ordre du jour.

M. de Marcellus : Je crois que le motif de la pétition est si saint et si sacré qu'elle ne doit pas être accueillie par l'ordre du jour. Je demande le dépôt au bureau des renseignements.

A droite : Oui ! oui !

L'ordre du jour est rejeté, le dépôt est ordonné.

M. de Girardin : Ah ! ah !

Le sieur Chalette, géomètre à Châlons-sur-Marne, demande que l'on établisse les offices d'arpenteurs royaux.

La chambre passe à l'ordre du jour.

La dame Pesché, à Paris, demande qu'on lui accorde un traitement quelconque qui puisse la faire sortir de la cruelle position où elle se trouve, traitement qu'elle croit mériter par son dévouement à sauver deux communes de la fureur des ennemis, et aux dépens de sa vie.

Le sieur Martin, à Nîmes, demande que l'on rende libre le commerce du pain.

La commission propose l'ordre du jour.

M. de Girardin demande le dépôt au bureau des renseignements.

L'avis de la commission est adopté.

Les sieurs Fortison de Versailles, Marcaulle de Monville, à Paris, demandent la mise en accusation d'un grand nombre de personnages et de fonctionnaires de rangs différens.

La commission, ayant reconnu la fausseté des accusations, propose l'ordre du jour.

M. Manuel demande la parole.

M. Manuel : J'ignore ce dont il s'agit dans la pétition ; mais ce que je dois savoir, c'est qu'il est impossible que le droit de pétition soit acquis, si la commission en est maîtresse. Lorsqu'on a dit qu'on vous adresserait des pétitions, c'est qu'on voulait que vous prissiez connaissance de ces pétitions : vous ne pouvez délibérer sans savoir ce dont il s'agit dans la pétition qui vous est présentée. Pour moi, je ne prendrai aucune part à cette délibération.

M. Duhamel : Chaque membre peut aller prendre connaissance, à la commission, de l'objet des pétitions, puisque les feuillets sont distribués d'avance ; à cet effet j'appuie l'ordre du jour.

M. le rapporteur : La commission a trouvé les accusations vagues, sans preuves, elle a cru devoir vous le déclarer ; c'est à vous de statuer. Les membres de la chambre peuvent, comme vous l'a dit M. Duhamel, prendre connaissance dans les bureaux de la commission.

M. Méchin : On ne nomme pas les accusés, et l'on veut nous faire voter l'ordre du jour ; cette manière d'agir est insolite et fait planer les soupçons sur tous les membres du gouvernement. Je crois que vous ne devez pas laisser passer un tel rapport. Je demande la lecture de la pétition et qu'il soit fait un nouveau rapport ?

M. Piet monte à la tribune.

M. de Chauvelin : Vous n'êtes pas en costume.

M. Piet descend de la tribune.

La lecture mise aux voix est rejetée.

M. de Chauvelin, pendant l'épreuve : Vous allez voir que nous allons perdre.

Après l'épreuve : Bon !

M. le président : M. Méchin a demandé un nouveau rapport, je vais le mettre aux voix.

L'épreuve paraît douteuse.

M. le président : La demande est rejetée.

M. de Chauvelin : Ah ! ah ! cela n'est pas impartial !

M. le président : le règlement veut qu'on s'en rapporte aux membres du bureau. Je les ai consultés. Votre réflexion est au moins injuste.

M. de Chauvelin crie de sa place. Le tumulte règne dans la salle.

M. le rapporteur : Il y a une multitude de fonctionnaires qui sont vaguement accusés en masse....

M. de Villele : On nous demande la mise en accusation de quelques fonctionnaires ; voyons comment la chambre peut décider. Ce n'est qu'après avoir porté plainte devant les autorités, que l'on peut venir se présenter à cette tribune ; alors la chambre peut décider. On demande la mise en accusation de fonctionnaires. J'ai cru d'abord qu'il s'agissait d'un ministre. M. le rapporteur vous a dit que ces accusations étaient vagues et n'étaient appuyées sur aucuns faits. Donner lecture d'une pareille pétition, serait publier une accusation injuste. La chambre doit passer à l'ordre du jour. Le pétitionnaire ne s'est point adressé aux autorités, c'est à cette tribune qu'il a destiné cette calomnie.

M. de Girardin : Si les pétitionnaires sont des calomnieurs, on doit renvoyer la pétition au ministre de la justice. Je suis étonné qu'un ministre du roi vienne accuser des citoyens, sans preuve.

M. de Villele de sa place : Je n'ai accusé personne....

M. de Girardin : On doit donner lecture de la pétition ; il faut que les citoyens puissent se défendre des accusations des ministres. Je pense que ce n'est qu'à cette tribune que l'on doit s'adresser, et non à des autorités qui ne savent pas agir, vous voulez nous ôter toutes nos libertés....

A droite : Ah ! ah ! nous y voilà ! Le tumulte le plus grand règne dans la salle.

M. de Chauvelin parle et gesticule de sa place.

M. de Villele : J'ignore ce que contient la pétition. Dans le cas où les accusations seraient des calomnies, il ne faudrait pas renvoyer la pétition au ministre de la justice ; la chambre ne devrait y donner aucune publicité. J'ai eu raison de vous demander l'ordre du jour, je persiste dans cette demande.

MM. de Villele et de Chauvelin parlent vivement de leur place. Le tumulte règne dans la salle.

M. Manuel : Dans un cas pareil on a renvoyé au ministre de la justice une pétition qui contenait des accusations....

A droite : On a bien fait.

M. Manuel : Je ne viens ni combattre ni soutenir une jurisprudence établie par la majorité de la chambre. Je m'oppose à l'ordre du jour, et vous déclare que je ne saurai délibérer sur une pétition que je ne connais pas. Je ne dois pas m'en rapporter au jugement de la commission, vous ne devez pas le sanctionner, sans connaître les faits articulés dans la pétition. On vient de me dire que des membres de la chambre se sont présentés au bureau de la commission, sans pouvoir prendre communication de cette pétition. Messieurs, dans l'intérêt des fonctionnaires publics, vous ne devez pas laisser planer sur eux une pareille accusation. Il faut qu'elle soit connue, et que les accusateurs soient punis s'ils méritent. Agir d'une autre manière serait enfreindre la charte. Vous devez vous éclairer avant de prononcer. Il faut que la France, juge, qu'elle réprovoie ceux qui ont osé faire de fausses accusations. Peut-être des ministres sont-ils compromis ? alors Je conçois....

(Murmures au centre et à droite.)

Cette pétition précède la proposition de M. Syries de Merinhac et tend à nous retirer toutes nos libertés.

Murmures prolongés et interruption.

M. Piet : Il y a long-temps que nous avons occasion de réfléchir sur les pétitions. Les pétitionnaires ne doivent s'adresser à nous qu'après avoir épuisé tous les moyens indiqués par la loi ; lorsqu'ils n'ont pas agi de cette manière, les commissions, chargées d'en faire le rapport, doivent proposer l'ordre du jour.

M. de Chauvelin : Non !

M. Piet : Vous devez alors aller prendre des renseignements dans les bureaux de la commission et approuver la discrétion de la commission (murmures à gauche), vous savez ce que les lois veulent, vous savez que la justice ne veut pas de dénonciations vagues contre qui que ce soit, nous devons trouver que la commission a fait son devoir, et ne point nous laisser guider par notre curiosité.

A droite : La clôture ! La clôture !

M. Méchin : Je demande à parler contre la clôture. Il faut répondre à de semblables doctrines...

A droite : La clôture !

La clôture est prononcée.

M. de Chauvelin : Je demande le dépôt au bureau des renseignements.

A droite : La clôture est prononcée.

L'ordre du jour est prononcé.

M. de Chauvelin : C'est le beau idéal de la passion.

Le sieur Castion, notaire à Carderouse (Vaucluse), demande que le nombre des notaires soit fixé par arrondissement, suivant les bases données par la loi du 25 vendémiaire an 11.

La pétition est renvoyée au ministre de la justice.

Le sieur Ducouédic, de Rennes, fait une dénonciation contr

M. Bourdeau, procureur du Roi près la cour royale de Rennes, et membre de la chambre des députés; il demande son renvoi de la chambre.

La commission, ayant reconnu la fausseté des accusations, et indignée d'un pareil abus du droit de pétition, propose l'ordre du jour.

M. Bourdeau : Le sieur Ducouëdic a demandé mon renvoi de la chambre. Le *Constitutionnel* en fit mention auparavant que la pétition fût venue à la chambre, et me dénonçait à la France; je ne descendrai pas jusqu'à répondre à de si vils outrages.

Le sieur Ducouëdic a été condamné par la cour royale de Rennes par suite d'un jugement. Il m'accusa de soustraction, et m'attaqua devant toutes les autorités; je supplie la chambre, pour toute réparation, de vouloir bien entendre la lecture de cette pétition.

M. le président : Je vais mettre la lecture aux voix.

La lecture mise aux voix est ordonnée.

M. le rapporteur donne lecture de la pétition. Pendant cette lecture, MM. les députés causent, et ne font aucune attention aux horreurs et aux calomnies qu'elle contient. Nous ne saurions la transmettre à nos lecteurs, le tumulte qui régnait dans la salle nous ayant empêché d'en entendre la majeure partie.

L'ordre du jour est prononcé (Il est à remarquer que toute la chambre se lève pour.)

Le sieur Follhonnier, écrivain de la marine à Toulon, demande une loi qui autorise le ministre des finances à ouvrir un crédit sur le grand livre, pour liquider, en tiers consolidés, les créances que les émigrés ont sur l'état.

La commission propose l'ordre du jour.

M. de Marcellus demande le dépôt de cette pétition au bureau des renseignements.

M. Manuel combat l'opinion de M. de Marcellus et prétend qu'elle est en opposition avec toutes les lois existantes. Il termine ainsi :

« Si vous voulez cicatrizer toutes les blessures, considérez que toutes les victimes de la révolution n'étaient pas émigrées, et n'allaient pas chercher des secours dans les bayonnettes ennemies (Murmures). Il en est d'autres qui se sont soumis, il est des négocians que les assignats ont ruiné; le nombre des victimes est immense, les richesses de l'état ne sauraient y suffire. L'état paie un milliard d'impôt; il prospère, mais à peine peut-il exister. Si vous ne pouvez venir au secours de tous, vous ne devez secourir personne.

» Ce ne sont pas seulement les erreurs au secours desquels il faut venir, mais ce sont les malheurs. Lorsqu'un bâtiment est en danger on jette dehors toutes les marchandises: voilà l'état dans lequel nous nous trouvons. On veut que nous venions au secours d'hommes qui tous jouent un rôle dans l'état, les réclamations pleuvent au bout de six ans, le nombre des victimes semble augmenter tous les jours. Hâtez-vous de faire taire de pareilles réclamations et de les rejeter. Vous avez entendu les discours des membres de ce côté (côté droit), de M. de Montrou, vous les avez appréciés, la France en a tiré les inductions qu'elle a voulu. Je demande le rejet de la pétition.

M. d'Aubière réfute l'opinion de M. Manuel; l'honorable membre déclare que des pétitions semblables à celles qui occupent la chambre, ont été sans cesse présentées et à la chambre des pairs et à celle des députés; que ces pétitions sont basées sur toutes les lois divines et humaines. M. d'Aubière appuie la proposition de M. de Marcellus.

La clôture! la clôture!

M. Bedoch : Je vais parler contre la clôture. Les opinions de MM. de Marcellus et d'Aubière sont étranges et n'existent que dans leur imagination.....

A droite : La clôture! Parlez contre la clôture!

M. Bedoch : Je demande 10 minutes d'attention.....

A droite : Parlez sur la clôture!

M. Bedoch : Je m'oppose à la clôture; je vais combattre les principes de M. de Marcellus.....

A droite : La clôture! la clôture!

M. Bedoch l'emporte, et combat l'opinion de M. de Marcellus; il déclare que personne ne l'a jamais plus intéressé que ceux qui ont été les victimes de la révolution; mais que, lorsqu'il s'agit d'établir un crédit sur le grand livre, à leur profit, il doit s'y opposer. L'honorable membre reproduit l'opinion de son honorable collègue, M. Manuel, et vote pour le rejet de la pétition.

A droite : La clôture! la clôture!

La clôture mise aux voix est rejetée.

M. Dudon a la parole : Je vais répondre brièvement à l'orateur qui m'a précédé à cette tribune. Je n'ai point vu dans l'analyse de la pétition qu'il fut question de rendre les biens. On vous demande d'alléger le sort de nos malheureux compatriotes; je ne sais quel sera le jugement de l'histoire; je sais qu'on ne peut, sans lâcheté, insulter à la valeur de ceux dont les ancêtres, ont pendant 800 ans, combattu pour la France. (Murmure à gauche.)

On vous demande un remboursement, on vous déclare par-là que l'on se soumet à la législation établie; la nation a vendu, elle est débitrice: on demande un remboursement que la nation doit et peut effectuer. Nous avons entendu des orateurs faire l'apologie de la révolte et insulter à la fidélité malheureuse, nous ne devons pas garder le silence. Nous devons combattre pour les principes de la Charte que l'on veut changer.

M. de Girardia : *Qui ? qui ?*

M. Dudon : Si l'honorable membre qui m'interrompt m'avait écouté, il aurait vu que je n'attaque personne. Ceux qui veulent détruire la Charte sont ceux qui ont crié *vive la Constitution de quatre-vingt-onze!* qui ne tendent qu'à bouleverser toutes nos institutions. Nous devons préserver la Charte des atteintes des factieux. (Murmures à gauche.) Je demande le renvoi au bureau des renseignements. A droite : *Aux voix ! aux voix !*

L'ordre du jour mis aux voix est adopté. Tout le centre s'est levé pour.

Les employés supérieurs et inférieurs près les administrations militaires aux armées, sollicitent de la chambre une mesure législative qui les assimile, pour la retraite et les traitemens, aux officiers de l'armée.

La chambre passe à l'ordre du jour.

M. le président donne communication de deux demandes de congés de la part de M.M. Welch (des Vosges) et Cabanon.

La chambre accorde les congés.

M. Josse de Beauvoir, rapporteur du deuxième bureau, propose l'admission de M. Genebria élu par le département de la Haute-Vienne.

M. Méchin : On m'a rapporté des faits fort étranges. Le préfet était dans la salle des élections accompagné de douze gendarmes.

L'admission est proclamée.

M. Lallart fait le rapport de l'examen du projet de loi, tendant à autoriser le maire de la ville d'Arras, à faire un échange avec le domaine de l'état, présenté le 17 mars 1821.

La chambre ordonne l'impression, et ordonne que la discussion aura lieu après demain.

M. le comte de Turnel fait le rapport de l'examen du projet de loi, tendant à autoriser la ville de Metz, à faire un emprunt de 200,000 fr.

La chambre ordonne l'impression, et renvoie la discussion immédiatement après celle de la loi, relative à la ville d'Arras.

Les cris, la clôture! la clôture! se font entendre.

M. le président : La chambre veut-elle entendre aujourd'hui le rapport sur la proposition de M. Syries de Merinhac, y a-t-il contradiction?

A gauche : Oui ! oui ! le rapport est mis aux voix et prononcé.

M. de Kergorlay, rapporteur, a la parole : (Nous donnerons ce rapport.)

La chambre ordonne l'impression du rapport.

M. Ganilh parle contre l'impression, de sa place.

MM. Jobez, Brun-de-Villeret, Dupont (de l'Eure), Bignon, Devaux, Etienne, etc s'inscrivent contre. MM. de Cayrol, Duharnel, Regnouf et Descorbiac, s'inscrivent pour la proposition.

A 6 heures, la séance est levée. Il n'y aura pas de séance publique demain.

NOUVELLES ETRANGÈRES.

ANGLETERRE.

Londres, 27 Mars.

Chambre des Communes.

La chambre se forme en comité pour reprendre la discussion sur l'émancipation des catholiques. Elle adopte le premier article qui les dispense du serment.

M. Banks demande, au sujet du deuxième article qui porte qu'il n'est point dérogé aux lois qui maintiennent la succession au trône dans la ligne protestante, qu'il ne soit également dérogé, en aucune sorte, aux lois qui interdisent à tous catholiques la faculté de siéger et de voter dans les deux chambres du parlement.

M. Calcraft, et après lui M. Canning, combattent cette proposition. Ils sont vivement applaudis.

Vainement M. Thomas Wilson cherche à soutenir la motion de M. Banks; sa voix est étouffée par les cris de, *la clôture!*

Les étrangers ont ordre d'évacuer les tribunes; on va aux voix :

Nombre des votans. 434

Pour la motion de M. Banks. 211

Contre. 223

Majorité 11

La motion est rejetée et les catholiques sont reconnus éligibles.

La motion de M. Peel, tendant à faire déclarer les catholiques inhabiles aux fonctions de juges et de gouverneurs des colonies, est ajournée au lendemain, après une vive discussion.

La séance est levée à minuit et demi.

Chambre des pairs.

Du 28. — La motion faite par lord Ellenborough, et déjà annoncée dans la séance précédente, de faire présenter au roi une humble adresse pour supplier S. M. de se rendre médiatrice entre l'empereur d'Autriche et les gouvernemens actuels de Naples et de Piémont, est rejetée sans division.

Chambre des communes.

La chambre reprend la discussion du bill d'émancipation des catholiques.

L'amendement de M. Peel, annoncé dans la séance de la veille, de faire exclure les catholiques du conseil privé du roi et de tout office de judicature, est proposé et combattu successivement par sir John Newport et par milord Castlereagh, ainsi que par M. Barham.

L'amendement est mis aux voix et rejeté à une majorité de 19 voix.

M. Peel se réduit à demander que la place de lord chancelier

d'Irlande ne puisse être remplie par un catholique. Cette proposition est accueillie sans opposition.

M. Goulburn présente aussitôt un autre amendement tendant à exclure les catholiques de tout emploi de gouverneur dans les colonies.

On va aux voix :

Pour	120
Contre	103
Majorité	43

L'amendement est rejeté, et la séance est levée à une heure du matin.

Fonds publics. — 3 p. 100 consol. 71 1/2; 5 p. 100, 106 1/2; les autres fonds sont fermés.

Les nouvelles officielles de la défaite totale des Napolitains ont ramené la confiance à la bourse. La hausse est rapide, et elle continuera progressivement si, comme on l'assure, la révolution du Piémont s'est arrêtée d'elle-même dès ses premiers pas.

(The Courier)

D'après l'ordre du jour, la chambre se forme en comité, pour entendre la première lecture du bill qui doit régler les relations du clergé catholique avec la cour de Rome.

M. Hutchinson se répand en plaintes contre toutes les dispositions du bill, qu'il trouve injurieux pour le clergé et pour tous les catholiques.

Lord Castlereagh combat les assertions du préopinant et conclue à l'adoption du bill.

M. Canning déclare que, quelque zélé qu'il soit pour la cause des catholiques, il pense que le refus de la garantie demandée serait une fraude envers les protestants.

La seconde lecture de ce nouveau bill aura lieu demain, et Sir John Newport annonce qu'il fera la motion, de fixer lundi prochain pour la troisième.

Du 30 mars.

Fonds publics. 3 p. o/o consolidés, 72. 1/4.

Dans la séance de la chambre des communes, M. Crocker a fait une proposition sur le serment de suprématie, laquelle sera discutée lors de la troisième lecture du bill d'émancipation, qui est fixée à lundi prochain.

Une autre clause, est proposée par M. Crocker, à l'effet de mettre le roi en état de faire une provision pour le clergé catholique. Cette clause est retirée sur l'observation de lord Castlereagh, pour ne pas retarder les progrès du bill. Elle sera reproduite plus tard.

Le rapport du bill est reçu et approuvé.

AUTRICHE. VIENNE, 23 mars. — Il vient d'arriver un courrier de Laybach apportant la nouvelle que le fort de Gaète s'est rendu à nos troupes.

Un chasseur impérial russe, venant de Bucharest et se rendant à Laybach, a passé avant hier par notre ville. Depuis ce moment, le bruit court qu'une révolte a éclaté à Jassy, et que la Moldavie et la Valachie ont demandé la protection de la Russie.

On assure qu'il va paraître une déclaration des trois puissances alliées contre l'insurrection piémontaise.

Cassel, 20 mars. — Notre armée attend de grands changements et une organisation semblable à celles des troupes prussiennes. La solde des officiers, qui était très-mince, sera augmentée. Les queues des soldats, que l'électeur avait maintenues d'après les souvenirs de sa jeunesse, ont été coupées le lendemain de l'enterrement, par ordre du nouveau souverain. Les officiers et sous-officiers ont aussi déposé la canne. Les uniformes seront changés, pour les rendre plus commodes et plus beaux : on diminuera la force numérique de l'armée, pour former une landwehr; la noblesse n'aura plus un droit exclusif aux places d'officiers; ces places ne seront accordées que d'après un examen préalable comme en Prusse; les soldats, qui ont assisté aux campagnes contre Buonaparte, auront des médailles en bronze; on augmentera les pensions des soldats invalides; la cavalerie sera remontée. L'électeur a établi une commission pour préparer une meilleure organisation du trésor, et une administration simplifiée des caisses publiques. L'esprit d'amélioration se prononce fortement dans toutes les branches d'administration. Les sujets parlent avec un nouveau prince avec vénération et confiance.

ITALIE.

Du quartier général autrichien à Naples, le 24 mars.

D'après la capitulation du 21 courant, les hostilités cessèrent; et dans la matinée du 21, nos troupes prirent possession de Capoue, et l'avant-garde se porta sur Caserta et Aversa.

Le 22, les troupes se reposèrent; l'avant-garde marcha sur Melito et Afragola. Le gros de l'armée occupa Aversa.

Pendant ce temps on arrêta les conditions de la capitulation des forts de Naples, de Gaète et de Pescara, de même que de la remise de la ville de Naples.

Le 24 à huit heures du matin, le général en chef occupa le champ-de-Mars devant Naples. A neuf heures, les sept brigades composant le corps d'armée, ayant à leur tête le général de Frimont, entrèrent dans la ville, et défilèrent devant les princes de Calabre et de Salerne, qui étaient au balcon de leur palais.

Turin, 31 mars.

Des lettres de Nice, datées du 24 courant, portent que la princesse de Carignan, arrivée dans la matinée de ce jour en cette ville; a continué son voyage pour Marseille.

Junte provisoire.

La junte provisoire, considérant que l'article 371 de la constitution donne à chacun la liberté de publier ses pensées, sous la condition toutefois de réprimer les abus,

Décète :

Les auteurs, éditeurs, imprimeurs et graveurs sont responsables des délits provenant de l'abus de la liberté de la presse. L'éditeur désignant l'auteur, et l'imprimeur désignant l'éditeur, l'éditeur ou l'auteur sont déchargés de la responsabilité que la loi impose.

Signe, etc.

— Par un autre décret, la junte provisoire diminue le prix du sel.

— Un autre décret porte nomination de membres du conseil municipal de Gènes.

— Cinq pour cent rachetables. — Premier octobre 1820. 74 fr.

Suite de l'extrait des Journaux italiens.

La Sentinelle subalpine, feuille piémontaise fortement prononcée pour la cause de la nouvelle constitution; donne les avis suivans à la junte provisoire et à ses partisans.

Les révolutions ne rétrocedent point. Le salut de la patrie est le premier objet des devoirs du citoyen.

Suivons l'exemple de l'Espagne et du Portugal, pour nous guider dans la conduite que nous avons à tenir jusqu'à la convocation du parlement national.

La religieuse observance du nouveau statut est notre unique moyen de salut; malheur à qui voudrait reculer, il serait la première victime des réactions!

Les actes du gouvernement, qui ont donné lieu à ces observations, nous paraissent être un résultat obligé de la position équivoque dans laquelle la junte s'est trouvée.

Mais si nous voulons éviter la guerre civile, dont les hommes timides ou indifférens seraient les premières victimes, il faut sortir de cette fausse position qui entretient l'anxiété et le doute.

N'est-il pas vrai que le roi est en captivité et en contrainte au milieu des étrangers; que le prince-régent nous a abandonnés? que la junte qui représente le parlement n'a plus aucun pouvoir légal pour agir, et persiste néanmoins à conserver son organisation actuelle?

Il nous paraît évident que, dans de telles circonstances, la junte doit subir une réorganisation et réunir l'autorité législative, que lui avait conférée le prince, au pouvoir exécutif que celui-ci a abandonné.

Ces deux pouvoirs, réunis dans les mêmes mains, formeraient le pouvoir dictatorial, qui peut seul sauver la patrie.

La junte réunie au conseil des ministres, est investie de l'autorité nécessaire pour nommer la régence.

Enfin, le bien et la paix publique exigent impérieusement que le gouvernement prenne un parti décisif, une couleur prononcée, et qu'on ne fasse pas de dangereux et inutiles efforts pour concilier des intérêts opposés.

Elle serait grande la responsabilité de ce gouvernement, si l'hésitation et la crainte lui faisaient manquer le moment opportun de procurer l'indépendance de l'Italie; si cette indécision pouvait faciliter à l'étranger les moyens de faire oublier aux Génois, aux habitans de la Savoie et du comté de Nice, la patrie commune....

Que les membres du gouvernement y songent !.....

COUR DES PAIRS.

Suite de l'acte d'accusation.

Nous sommes sûrs de notre fait. Quand même nous éprouverions un retard et un échec, il est certain que l'affaire se renouera, et que le gouvernement n'a que très-peu de temps à exister tel qu'il est. Nous avons des fonds, des chefs de très-haute importance. Je vous crois un des braves de l'armée; mais je vous connais trop peu pour vous nommer ces chefs. Cette révolution se fait au nom de Napoléon II. Vous vous rendrez à la caserne du faubourg Poissonnière; je vous donnerai une compagnie, et je vous promets, au nom des chefs que je sers, le grade de chef de bataillon. Je prendrai le commandement du régiment. Les deux tiers, pour ne pas dire la totalité de la légion, me sont dévoués; et en cas d'hésitation, les sergens-majors se mettront à la tête des compagnies.

Nantil inscrit le nom de Chenard en présence de Robert, de Gaillard et de Petit, sur un agenda assez épais qu'il tira de sa poche, et dans lequel, lorsqu'il l'ouvre, il est facile d'apercevoir beaucoup de billets de banque.

S'adressant à Petit, Nantil lui propose de lui payer d'avance un mois d'appointement du grade de capitaine, sans aucune retenue pour les invalides. Petit refuse.

Après cet entretien, Nantil remonte dans son cabriolet, et part en se dirigeant vers la barrière Saint-Denis, où il devait aller à la réunion dans laquelle, selon lui, ils seraient plus de soixante. Mais avant de s'éloigner, il dit encore à Chenard: « Je me suis confié à vous; vous connaissez les deux tiers du projet; vous pouvez me faire fusiller; mais, plus tard, vous n'en seriez pas le bon marchand. »

(La suite à demain.)